

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du rapport financier
de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-05-13

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Côte Saint-Luc (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres points

Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur les états financiers une opinion non modifiée en date du 14 mai 2018.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

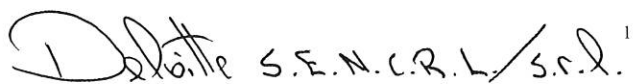
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹
Brossard, Québec

¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n ° A108263

DATE 2019-05-09

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	61 720 730	61 894 425	59 865 825
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 415 960	1 497 169	1 505 085
Quotes-parts	3			
Transferts	4	779 120	5 450 943	4 069 566
Services rendus	5	2 682 840	2 636 273	2 687 948
Imposition de droits	6	2 530 400	4 125 295	3 629 523
Amendes et pénalités	7	455 000	644 001	491 918
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	591 000	640 104	570 578
Autres revenus	10	367 080	971 366	158 997
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	70 542 130	77 859 576	72 979 440
Charges				
Administration générale	14	11 089 491	11 106 860	11 278 523
Sécurité publique	15	13 624 419	13 642 240	13 748 529
Transport	16	13 258 603	16 720 065	15 008 064
Hygiène du milieu	17	9 231 951	9 130 499	8 828 151
Santé et bien-être	18	358 444	352 418	356 099
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 182 955	1 124 267	1 105 843
Loisirs et culture	20	16 158 997	17 552 327	16 387 822
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 279 390	1 373 170	1 418 339
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	66 184 250	71 001 846	68 131 370
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 357 880	6 857 730	4 848 070
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		38 467 650	33 619 580
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		38 467 650	33 619 580
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		45 325 380	38 467 650

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 6 666 679	7 587 379
Débiteurs (note 5)	2 14 737 574	13 205 821
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6 1 388 600	1 499 600
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 22 792 853	22 292 800
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 8 613 592	9 804 968
Revenus reportés (note 12)	12 874 310	823 653
Dette à long terme (note 13)	13 51 313 044	52 112 408
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 60 800 946	62 741 029
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (38 008 093)	(40 448 229)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 82 859 538	78 435 348
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	
Stocks de fournitures	19 244 522	256 565
Autres actifs non financiers (note 17)	20 229 413	223 966
	21 83 333 473	78 915 879
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 45 325 380	38 467 650

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 357 880	6 857 730	4 848 070
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	9 470 911 ) (	7 402 172)
Produit de cession	3	10 000	77 200	323 581
Amortissement	4		5 046 721	4 724 262
(Gain) perte sur cession	5		(77 200)	228 350
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	10 000	(4 424 190)	(2 125 979)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		12 043	29 587
Variation des autres actifs non financiers	10		(5 447)	(157 150)
	11		6 596	(127 563)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 367 880	2 440 136	2 594 528
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(40 448 229)	(43 042 757)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(40 448 229)	(43 042 757)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(38 008 093)	(40 448 229)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 857 730	4 848 070
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 046 721	4 724 262
Autres			
- (Gain)/perte sur cession	3	(77 200)	228 350
-	4		(286 205)
	5	11 827 251	9 514 477
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 531 753)	(284 151)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 191 376)	833 558
Revenus reportés	9	50 657	55 683
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	111 000	(122 200)
Propriétés destinées à la revente	11		286 205
Stocks de fournitures	12	12 043	29 587
Autres actifs non financiers	13	(5 447)	(157 150)
	14	9 272 375	10 156 009
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 470 911)	(7 402 172)
Produit de cession	16	77 200	323 581
	17	(9 393 711)	(7 078 591)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 920 000	4 876 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 734 100)	(4 839 600)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	14 736	53 027
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(799 364)	89 427
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(920 700)	3 166 845
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 587 379	4 420 534
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	7 587 379	4 420 534
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	6 666 679	7 587 379

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17-1, 17-2 et 17-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours commencent à être amortis lorsqu'ils sont mis en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsque il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans avec un ajustement afin de tenir compte des cotisations versées d'avance et des cotisations à recevoir.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o.
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o.
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

La Ville a adopté le chapitre SP2200, « Information relative aux apparentés » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3210, « Actifs » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans le chapitre SP1000, « Fondements conceptuels des états financiers », et d'établir des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3320, « Actifs éventuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3380, « Droits contractuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3420, « Opérations interentités » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 666 679	7 587 379
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 3 000 000	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 6 666 679	7 587 379
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 454 639	2 155 823
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
Les placements à court terme sont composés de dépôts à terme portant intérêt au taux variant de 2,14% à 2,40% en 2018, sans modalités de remboursement.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 600 018	1 721 382
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 483 768	7 239 359
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 3 230 936	2 476 774
Organismes municipaux	15 297 723	323 535
Autres		
- Droits de mutation	16 1 628 216	917 653
- Autres	17 496 913	527 118
	18 14 737 574	13 205 821
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 291 287	2 908 910
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 291 287	2 908 910
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 248 832	201 378
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 388 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	1 499 600
	37	<u>1 388 600</u>
		<u>1 499 600</u>
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 465 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	1 637 400
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	
Régimes de retraite des élus municipaux	42	56 573
	43	<u>1 522 073</u>
		<u>1 696 712</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la sante financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la sante financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note	
9. Autres actifs financiers	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
10. Emprunts temporaires			
<hr/>			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	3 610 429	4 048 473
Salaires et avantages sociaux	48	2 558 485	2 871 087
Dépôts et retenues de garantie	49	1 717 460	1 943 803
Provision pour contestations d'évaluation	50	390 427	559 001
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Divers	53	336 791	382 604
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	8 613 592	9 804 968

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Divers	68	321 750	332 700
-	69		
-	70		
- Transfert - Redevance/Autre	71	552 560	490 953
	72	874 310	823 653

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	3,90	2019	2038	73	52 382 000	53 196 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	52 382 000	53 196 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(1 068 956)	(1 083 692)
					83	51 313 044	52 112 408

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2018</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	5 490 000	100	109	117	5 490 000
2020	85	93	5 363 000	101	110	118	5 363 000
2021	86	94	5 583 000	102	111	119	5 583 000
2022	87	95	4 736 000	103	112	120	4 736 000
2023	88	96	4 761 000	104	113	121	4 761 000
2024 et +	89	97	26 449 000	105	114	122	26 449 000
	90	98	52 382 000	106	115	123	52 382 000
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	52 382 000	108	116	125	52 382 000

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(38 008 093)	(40 448 229)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(38 008 093)	(40 448 229)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	14 016 423	158	2 334 871	185	400 514	212	15 950 780
Eaux usées	131	1 434 571	159	1 167 271	186	461 042	213	2 140 800
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	69 838 883	160	1 579 047	187	38 826 175	214	32 591 755
Autres	133	24 085 402	161	661 026	188	13 555 584	215	11 190 844
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	43 986 551	163	846 103	190	3 575 766	217	41 256 888
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	11 900 145	165	1 422 709	192	4 022 168	219	9 300 686
Ameublement et équipement de bureau	138	6 092 413	166	137 365	193	4 560 173	220	1 669 605
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 501 338	167	190 951	194	584 189	221	1 108 100
Terrains	140	6 527 438	168		195		222	6 527 438
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>179 383 164</u>	170	<u>8 339 343</u>	197	<u>65 985 611</u>	224	<u>121 736 896</u>
Immobilisations en cours	143	<u>628 994</u>	171	<u>1 131 568</u>	198	<u>349 129</u>	225	<u>1 411 433</u>
	144	<u>180 012 158</u>	172	<u>9 470 911</u>	199	<u>66 334 740</u>	226	<u>123 148 329</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 205 303	173	441 689	200	424 956	227	3 222 036
Eaux usées	146	906 969	174	49 364	201	711 016	228	245 317
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	51 633 040	175	1 560 701	202	38 826 175	229	14 367 566
Autres	148	15 201 130	176	670 031	203	13 588 722	230	2 282 439
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	17 800 325	178	1 388 921	205	3 617 341	232	15 571 905
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	6 858 769	180	614 687	207	4 022 168	234	3 451 288
Ameublement et équipement de bureau	153	5 215 976	181	230 864	208	4 560 173	235	886 667
Machinerie, outillage et équipement divers	154	755 298	182	90 464	209	584 189	236	261 573
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>101 576 810</u>	184	<u>5 046 721</u>	211	<u>66 334 740</u>	238	<u>40 288 791</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>78 435 348</u>					239	<u>82 859 538</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Divers	256	229 413
- Regime de retraite	257	89 966
-	258	134 000
Autres		
-	259	
-	260	
	261	229 413
		223 966
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2019: 6 090 582 \$ plus taxes
2020: 4 842 857 \$ plus taxes
2021: 4 529 150 \$ plus taxes
2022: 4 537 070 \$ plus taxes
2023: 1 486 304 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 500 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 29 000 000\$ par année pour les services reçus.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

d) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2018, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2018, des paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés. La Ville a évalué le montant restant à payer à ses employés, par conséquent, une provision de 81 643 \$ a été inscrite aux livres de la Ville pour régler l'équité salariale et d'autres ajustements de la rémunération rétroactive.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Chiffres comparatifs

Certain chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour une meilleure comparaison avec l'exercice courant.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes					
1	61 720 730	61 894 425		61 894 425	59 865 825
Compensations tenant lieu de taxes	1 415 960	1 497 169		1 497 169	1 505 085
2					
Quotes-parts					
3					
Transferts	779 120	1 075 557		1 075 557	977 551
4					
Services rendus	2 682 840	2 636 273		2 636 273	2 687 948
5					
Imposition de droits	2 530 400	4 125 295		4 125 295	3 629 523
6					
Amendes et pénalités	455 000	644 001		644 001	491 918
7					
Revenus de placements de portefeuille					
8					
Autres revenus d'intérêts	591 000	640 104		640 104	570 578
9					
Autres revenus	367 080	671 366		671 366	158 997
10					
Effet net des opérations de restructuration					
11					
12	70 542 130	73 184 190		73 184 190	69 887 425
Investissement					
Taxes					
13					
Quotes-parts					
14					
Transferts					
15					
Imposition de droits		4 375 386		4 375 386	3 092 015
16					
Autres revenus					
17					
Contributions des promoteurs					
18					
Autres		300 000		300 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
19					
20	4 675 386			4 675 386	3 092 015
21	70 542 130	77 859 576		77 859 576	72 979 440
Charges					
Administration générale	11 089 491	10 743 236		10 743 236	11 278 523
22					
Sécurité publique	13 624 419	13 591 164	363 624	13 642 240	13 748 529
23			51 076		
Transport	13 258 603	14 709 315	2 010 750	16 720 065	15 008 064
24					
Hygiène du milieu	9 231 951	8 449 646	680 853	9 130 499	8 828 151
25					
Santé et bien-être	358 444	352 418		352 418	356 099
26					
Aménagement, urbanisme et développement	1 182 955	1 112 045	12 222	1 124 267	1 105 843
27					
Loisirs et culture	16 158 997	15 624 131	1 928 196	17 552 327	16 387 822
28					
Réseau d'électricité					
29					
Frais de financement	1 279 390	1 373 170		1 373 170	1 418 339
30					
Effet net des opérations de restructuration					
31					
Amortissement des immobilisations		5 046 721	(5 046 721)		
32					
33	66 184 250	71 001 846		71 001 846	68 131 370
34	4 357 880	6 857 730		6 857 730	4 848 070
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 357 880	6 857 730	4 848 070
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 4 675 386)	(3 092 015)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 357 880	2 182 344	1 756 055
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		5 046 721	4 724 262
Produit de cession	5		77 200	323 581
(Gain) perte sur cession	6		(77 200)	228 350
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		5 046 721	5 276 193
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			(286 205)
Réduction de valeur / Reclassement	10			286 205
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 122 180)	(5 116 477)	(4 241 434)
	18	(4 122 180)	(5 116 477)	(4 241 434)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	)	( 152 609)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(185 800)	(313 510)	(274 905)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(235 700)	(363 410)	(477 414)
	26	(4 357 880)	(433 166)	557 345
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 749 178	2 313 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 675 386	3 092 015
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(1 012 749)	(2 437 301)
Sécurité publique	3	(223 329)	(5 716)
Transport	4	(3 046 466)	(3 283 671)
Hygiène du milieu	5	(3 576 988)	(433 326)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(1 611 379)	(1 242 158)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(9 470 911)	(7 402 172)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 920 000	4 876 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14		152 609
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	167 960	478 713
	18	167 960	631 322
	19	(4 382 951)	(1 894 850)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	292 435	1 197 165

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	15 797 130	16 673 377	16 173 125
Charges sociales	2	5 039 420	4 755 676	4 162 688
Biens et services	3	15 977 180	15 080 049	14 465 244
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 279 390	1 297 788	1 298 906
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8		75 382	119 433
Autres frais de financement				
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	28 091 130	28 072 853	27 187 712
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		5 046 721	4 724 262
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	66 184 250	71 001 846	68 131 370

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille
Revenus sur les prêts aux entreprises
Autres revenus

1
2
3
4

Charges

Créances douteuses
Radiation de prêts
Variation de la provision pour moins-value

5
6

Intérêts sur la dette à long terme
Autres charges

7
8
9
10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Placements de portefeuille
Débiteurs
Prêts aux entreprises
Provision pour moins-value

12
13
14
15
16
17
18

() ()

Passifs

Créditeurs et charges à payer
Revenus reportés
Dette à long terme

19
20
21
22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises
Excédent (déficit) non affecté

23
24
25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres
Supportant les engagements de prêts

26
27
28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
--	----

	16
--	----

Excédent (déficit) de l'exercice	17
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
---	-----------

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 887 094	8 380 585
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 150 000	
Réserves financières et fonds réservés	3	3 523 595	3 239 515
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	299 700 ) (	349 600)
Financement des investissements en cours	5	(700 709)	(947 283)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	32 765 100	28 144 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	45 325 380	38 467 650
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 887 094	8 380 585
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 887 094	8 380 585
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Piscine	12	920 000	
- Parcs - divers	13	430 000	
- Aréna	14	1 800 000	
- Parc Kirwan	15	1 000 000	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	4 150 000	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	4 150 000	
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve - Service de l'eau	27	382 576	376 851
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	382 576	376 851
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	741 993	494 759
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	1 218 720	1 172 863
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Réserve Parc/Réserve Sinistré	45	111 350	111 350
- Frais de financement	46	1 068 956	1 083 692
	47	3 141 019	2 862 664
	48	3 523 595	3 239 515

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (299 700)	(349 600)
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 (299 700)	(349 600)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 (299 700)	(349 600)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (299 700)	(349 600)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82	2 034 666	2 059 342
Investissements à financer	83 (	2 735 375 ) (	3 006 625)
	84	(700 709)	(947 283)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif			
Immobilisations	85	82 859 538	78 435 348
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	82 859 538	78 435 348
Ajustements aux éléments d'actif			
	91		
	92	82 859 538	78 435 348
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	51 313 044 ) (	52 112 408)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	1 068 956 ) (	1 083 692)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 291 287	2 908 910
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	50 090 713 ) (	50 287 190)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	3 725 ) (	3 725)
	100 (	50 094 438 ) (	50 290 915)
	101	32 765 100	28 144 433

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrés

Régimes
supplémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1 1 2 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 499 600	1 377 400
Charge de l'exercice	4 (1 465 500)	(1 637 400)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 354 500	1 759 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 388 600</u>	<u>1 499 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 38 200 500	35 829 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (38 586 800)	(36 542 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (386 300)	(712 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 774 900	2 212 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 388 600	1 499 600
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 388 600</u>	<u>1 499 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 38 200 500	35 829 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (38 586 800)	(36 542 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (386 300)	(712 700)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 055 400	2 038 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	2 038 700
	20 2 055 400	2 038 700
Cotisations salariales des employés	21 (886 700)	(823 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 168 700	1 215 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 262 700	329 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	28
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	29	30
Variation de la provision pour moins-value	31	32
Autres	33	34
-	35	36
-	37	38
Charge de l'exercice excluant les intérêts	39 <u>1 431 400</u>	<u>1 545 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	40 2 030 000	1 843 400
Rendement espéré des actifs	41 (1 995 900)	(1 751 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	42 34 100	92 200
Charge de l'exercice	43 <u>1 465 500</u>	<u>1 637 400</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 452 500	2 144 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 995 900)	(1 751 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (543 400)	393 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 718 100	470 800
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 322 700	1 925 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 36 035 200	36 804 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 83 300	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,56 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
- Table mortalité CPM2014Public	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	9
	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116 <u>12 006</u>	<u>10 044</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 56 573	59 312
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>56 573</u>	<u>59 312</u>
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	57 936 700	58 072 364	56 095 141
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 704 800	3 742 852	3 687 644
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	61 641 500	61 815 216	59 782 785
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	79 230	79 209	83 040
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	79 230	79 209	83 040
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	79 230	79 209	83 040
	27	61 720 730	61 894 425	59 865 825

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	475 346	491 761
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	861 654	925 529
	36	1 337 000	1 417 290
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	1 337 000	1 417 290
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	78 960	79 879
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	78 960	79 879
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	1 415 960	1 497 169
			1 505 085

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	26 501	14 188
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	756	14 085
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	525 000	640 885
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	6 000	122 615
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	8 562	8 562
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	59 200	73 700
Autres	89	188 120	217 038
Réseau d'électricité	90		
	91	779 120	1 075 557
		1 075 557	977 551

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	100 820	1 786 758
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	771 841	1 034 391
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 118 145	155 670
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	1 384 580	118 111
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		(2 915)
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	4 375 386	3 092 015

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
TOTAL DES TRANSFERTS	141 779 120	5 450 943	4 069 566

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	60 000	60 000
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	60 000	60 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152	30 000	35 432
Autres	153		31 758
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	30 000	35 432
31 758			
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	90 000	95 432
			91 758

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186		
	187		
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	16 800	12 700
	192	16 800	12 700
			25 725
			25 725
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	35 000	48 005
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	35 000	48 005
			91 418
			91 418
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	40 000	96 399
	212	40 000	96 399
			96 024
			96 024
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	2 399 290	2 267 286
Activités culturelles			
Bibliothèques	223	101 750	116 451
Autres	224		
	225	2 501 040	2 383 737
			2 383 023
Réseau d'électricité			
	226		
	227	2 592 840	2 540 841
	228	2 682 840	2 636 273
TOTAL DES SERVICES RENDUS			2 687 948

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	330 400	529 072	555 217
Droits de mutation immobilière	230	2 200 000	3 596 223	3 074 306
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	2 530 400	4 125 295	3 629 523
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	455 000	644 001	491 918
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	591 000	640 104	570 578
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	10 000	77 200	(228 350)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243		300 000	
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	357 080	594 166	387 347
	246	367 080	971 366	158 997
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	473 523	481 973	481 973	552 781
Grefe et application de la loi	2	353 741	328 639	328 639	557 627
Gestion financière et administrative	3	9 362 137	9 076 962	363 624	9 272 217
Évaluation	4	215 349	215 166	215 166	232 508
Gestion du personnel	5	684 741	640 496	640 496	663 390
Autres	6				
-	7				
-	8	11 089 491	10 743 236	363 624	11 106 860
					11 278 523
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	8 521 227	8 459 886	18 349	8 478 235
Sécurité incendie	10	4 002 602	4 007 541		4 007 541
Sécurité civile	11	1 100 590	1 123 737	32 727	1 156 464
Autres	12				
	13	13 624 419	13 591 164	51 076	13 642 240
					13 748 529
TRANSPORT					
Réseau routier	14	2 634 808	3 457 557	1 730 983	4 612 031
Voirie municipale	15	3 374 721	4 011 607	176 523	3 693 014
Enlèvement de la neige	16	529 646	520 723	103 244	647 231
Éclairage des rues	17				
Circulation et stationnement	18	6 719 428	6 719 428		6 055 788
Transport collectif	19				
Transport en commun	20				
Transport aérien	21				
Transport par eau	22	13 258 603	14 709 315	2 010 750	15 008 064
Autres					
					16 720 065

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		Total
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 221 517	2 245 985	547 803	2 793 788
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 514 713	1 404 863	14 642	1 419 505
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 346 181	2 208 684	167 094	2 375 778
Parcs et terrains de jeux	56	5 903 743	5 737 481	737 346	6 474 827
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	580 963	620 240		620 240
Autres	59	12 567 117	12 217 253	1 466 885	13 684 138
	60				519 791
					12 757 994
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	3 571 500	3 389 586	452 427	3 842 013
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	20 380	17 292	8 884	26 176
Autres	65	3 591 880	3 406 878	461 311	3 868 189
	66	16 158 997	15 624 131	1 928 196	17 552 327
	67				29 196
					3 629 828
					16 387 822
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	1 279 390	1 297 788		1 297 788
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71		34 100		34 100
Avantages sociaux futurs	72		41 282		41 282
Autres	73	1 279 390	1 373 170		1 373 170
					1 418 339
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75		5 046 721	(5 046 721)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 337 233	319 578
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 167 271	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 728 858	2 716 425
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 403 042	1 134 627
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 061 170	2 293 487
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 422 709	663 248
Ameublement et équipement de bureau	18	190 951	57 527
Machinerie, outillage et équipement divers	19	159 677	217 280
Terrains			
20			
Autres			
21			
	22	9 470 911	7 402 172

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23	2 337 233	319 578
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 167 271	
Autres infrastructures	27	3 131 900	3 851 052
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	2 834 507	3 231 542
	34	9 470 911	7 402 172

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	50 287 190	4 920 000	5 116 477	50 090 713
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	50 287 190	4 920 000	5 116 477	50 090 713
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 908 910		617 623	2 291 287
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 908 910		617 623	2 291 287
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	2 908 910		617 623	2 291 287
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 908 910		617 623	2 291 287
	19	53 196 100	4 920 000	5 734 100	52 382 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	53 196 100	4 920 000	5 734 100	52 382 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	52 382 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 735 375
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	-	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	2 291 287
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	52 826 088
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	52 826 088
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
---	--	--

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	161 767
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	3 372 268
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	56 360 123
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	30 288 000
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	30 288 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	86 648 123
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	215 349	215 166	232 508
Autres	3	4 512 283	4 509 942	4 182 678
Sécurité publique				
Police	4	7 325 258	7 325 258	7 431 883
Sécurité incendie	5	3 994 452	3 994 452	4 035 565
Sécurité civile	6	123 177	123 177	129 314
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	20 111	20 111	26 839
Transport collectif	9	6 719 428	6 719 428	6 055 789
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 409 668	2 401 334	2 254 360
Matières résiduelles	12	729 006	729 006	785 642
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	155 845	153 225	154 826
Autres	17	202 599	199 193	201 273
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	567 820	566 427	552 731
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	429 862	429 862	344 023
Activités culturelles	23	686 272	686 272	800 281
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 091 130	28 072 853	27 187 712

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 470 911	7 402 172
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 470 911	7 402 172

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	35,00	120 298,00	4 738 468	1 338 628	6 077 096
Professionnels	2	35,00	9 575,00	542 908	153 373	696 281
Cols blancs	3	35,00	147 349,00	5 114 866	1 444 961	6 559 827
Cols bleus	4	38,00	181 402,00	5 993 277	1 693 114	7 686 391
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	341,00	458 624,00	16 389 519	4 630 076	21 019 595
	9	9,00		283 858	125 600	409 458
Élus	10	350,00		16 673 377	4 755 676	21 429 053

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		618 498	1 499 647		2 118 145
Réseau de distribution de l'eau potable		404 298	980 282		1 384 580
Traitement des eaux usées		254 817	752 794		1 007 611
Réseaux d'égout	940 607				940 607
Autres	940 607	1 277 613	3 232 723		5 450 943

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	226 352	266 657
	4	226 352	266 657
Sécurité publique			
Police	5	42 675	46 951
Sécurité incendie	6	492	354
Sécurité civile	7	37 633	38 270
Autres	8		
	9	80 800	85 575
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	129 288	120 538
Enlèvement de la neige	11	150 884	143 824
Autres	12	19 585	22 154
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	299 757	286 516
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	153 717	160 856
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	46 352	50 720
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	200 069	211 576
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	20 522	22 033
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	20 522	22 033
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	417 532	415 192
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	127 488	129 962
Autres	38	650	828
	39	545 670	545 982
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 373 170	1 418 339

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Brownstein, Marie	53 236	16 595
O. Sebag, Conseiller District 1	17 745	8 873
M. Cohen, Conseiller District 2	17 745	8 873
D. Berku, Conseillère District 3	17 745	8 873
S. Erdelyi, Conseiller District 4	17 745	8 873
M. Kujavsky, Conseiller District 5	17 745	8 873
D. Tordjman, Conseiller District 6	17 745	8 873
S. Benizri, Conseiller District 7	17 745	8 873
R. Kovac, Conseillère District 8	17 745	8 873
M. Brownstein, Conseil Agglomération	11 272	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	35 934 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	1 533 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

	24		\$
--	----	--	----

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- | | | | |
|--|----|--|----|
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | | |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 25 | | \$ |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 26 | | \$ |
| b) Dépenses d'investissement | 27 | | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | 28 | | \$ |

d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|--|
| a) Numéro de la résolution | 29 | |
| b) Date d'adoption de la résolution | 30 | |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Côte Saint-Luc (« l'entité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à l'entité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies

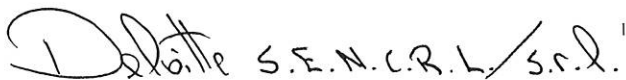
**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹
Brossard, Québec

¹CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n ° A108263

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2019-05-09

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	61 894 425
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(147 344)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 965 461
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	53 781 620

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 665 901 413
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	4 673 525 913
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	4 669 713 663

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 5 1 7 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	59 532 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	3 806 500
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	79 480
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	63 417 980

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	
	27	63 417 980

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	481 074
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	900 926
	9	1 382 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 382 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	80 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	80 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 462 800

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)	4	X 5	1,0781 /100\$ 6				39 430 700
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	1,2883 /100\$ 9				10 761 100
Immeubles de 6 logements ou plus	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles non résidentiels	13	X 14	/100\$ 15				
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	2,1562 /100\$ 21				204 800
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			50 396 600	26 (	50 000) 28	9 185 400	29
							59 532 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)	33	X 34	/100\$ 35				
Résiduelle (résidentielle et autres)	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles de 6 logements ou plus	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles non résidentiels	42	X 43	/100\$ 44				
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total				54 (	55 (	56 (	57
							58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenu bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenu nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	0,0517 /100\$ 6				1 891 000
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	0,0517 /100\$ 9				431 700
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	0,0001 /100\$ 21				9
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			2 322 709 25		27 () 28	1 483 791 29	3 806 500
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total				55 () 56 () 57	58		
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 () 63 () 64	65		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1 10 669 200			204 800	11 192 800	
	De secteur	2 75 050					
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4					
	Autres	5					
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8 10 744 250			204 800	11 192 800	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

S64

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9	41 271 700	63 338 500
De secteur	10	4 430	79 480
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	12		
Service de la dette	13		
Autres			
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16	41 276 130	63 417 980

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			

Taxes - foncières:

Catégorie 1) 1 \$ à 44 999 999 \$ - Assiette 187 476 695 \$ - Taux adopté 4.0698 \$ - Revenus bruts 7 629 900 \$

Catégorie 2) 45 000 000 \$ et plus - Assiette 28 667 300 \$ - Taux adopté 5.4263 \$ - Revenus bruts 1 555 500 \$. Ce taux a été révisé à 5,1548 \$ par le règlement 2528-1 adopté le 11 mars 2019.

Taxes - réserve financière pour services de l'eau:

Catégorie 1) 1 \$ à 44 999 999 \$ - Assiette 187 476 695 \$ - Taux adopté 0.6865 \$ - Revenus bruts 1 287 000 \$

Catégorie 2) 45 000 000 \$ et plus - Assiette 28 667 300 \$ - Taux adopté 0.6865 \$ - Revenus bruts 196 800 \$.

Non audité

La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

12	<input type="checkbox"/>	13	<input checked="" type="checkbox"/>	14	<input type="checkbox"/>
15	<input type="checkbox"/>	16	<input checked="" type="checkbox"/>	17	<input type="checkbox"/>
18	<input type="checkbox"/>	19	<input checked="" type="checkbox"/>	20	<input type="checkbox"/>

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

21	<input type="checkbox"/>	22	<input checked="" type="checkbox"/>
----	--------------------------	----	-------------------------------------

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?

23	<input type="checkbox"/>	24	<input checked="" type="checkbox"/>
----	--------------------------	----	-------------------------------------

Si oui, indiquer le montant.

25 _____ \$

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

26 _____ \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>61 169 630 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>4 985 000 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>1 299 830 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>(386 550)\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Angelo Marino , atteste que le rapport financier de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-13.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Côte-Saint-Luc.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-17 16:06:16

Date de transmission au Ministère :


Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	70 542 130	73 184 190	69 887 425
Investissement	2		4 675 386	3 092 015
	3	70 542 130	77 859 576	72 979 440
Charges				
	4	66 184 250	71 001 846	68 131 370
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 357 880	6 857 730	4 848 070
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	4 675 386 ) (	3 092 015)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 357 880	2 182 344	1 756 055
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		5 046 721	4 724 262
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 122 180 ) (	5 116 477 ) (	4 241 434)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	) (	152 609)
Excédent (déficit) accumulé	12	(235 700)	(363 410)	(324 805)
Autres éléments de conciliation	13			551 931
	14	(4 357 880)	(433 166)	557 345
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 749 178	2 313 400

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 666 679	7 587 379
Débiteurs	2	14 737 574	13 205 821
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	1 388 600	1 499 600
	5	22 792 853	22 292 800
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	51 313 044	52 112 408
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	9 487 902	10 628 621
	10	60 800 946	62 741 029
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(38 008 093)	(40 448 229)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	82 859 538	78 435 348
Autres	13	473 935	480 531
	14	83 333 473	78 915 879
Excédent (déficit) accumulé	15	45 325 380	38 467 650

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	5 887 094	8 380 585
Excédent de fonctionnement affecté			
- Piscine	17	920 000	
- Parcs - divers	18	430 000	
- Aréna	19	1 800 000	
- Parc Kirwan	20	1 000 000	
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	4 150 000	
Réserves financières	27	382 576	376 851
Fonds réservés	28	3 141 019	2 862 664
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	299 700 ) (	349 600)
Financement des investissements en cours	30	(700 709)	(947 283)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	32 765 100	28 144 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	45 325 380	38 467 650

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	52 826 088
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	86 648 123

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	50 090 713	50 287 190
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	2 291 287	2 908 910
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	52 382 000	53 196 100

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	61 720 730	61 894 425	59 865 825
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 415 960	1 497 169	1 505 085
Quotes-parts	13			
Transferts	14	779 120	1 075 557	977 551
Services rendus	15	2 682 840	2 636 273	2 687 948
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 985 400	4 769 296	4 121 441
Autres	17	958 080	1 311 470	729 575
	18	70 542 130	73 184 190	69 887 425
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		4 375 386	3 092 015
Autres	22		300 000	
	23		4 675 386	3 092 015
	24	70 542 130	77 859 576	72 979 440

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	11 089 491	10 743 236	363 624	11 106 860	11 278 523
Sécurité publique						
Police	2	8 521 227	8 459 886	18 349	8 478 235	8 602 663
Sécurité incendie	3	4 002 602	4 007 541		4 007 541	4 044 256
Autres	4	1 100 590	1 123 737	32 727	1 156 464	1 101 610
Transport						
Réseau routier	5	6 539 175	7 989 887	2 010 750	10 000 637	8 952 276
Transport collectif	6	6 719 428	6 719 428		6 719 428	6 055 788
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 223 584	6 488 260	517 414	7 005 674	6 633 170
Matières résiduelles	9	2 008 367	1 961 386	163 439	2 124 825	2 194 981
Autres	10					
Santé et bien-être	11	358 444	352 418		352 418	356 099
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 182 955	1 112 045	12 222	1 124 267	1 105 843
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	16 158 997	15 624 131	1 928 196	17 552 327	16 387 822
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 279 390	1 373 170		1 373 170	1 418 339
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	66 184 250	65 955 125	5 046 721	71 001 846	68 131 370
	20		5 046 721	(5 046 721)		
Amortissement des immobilisations	21	66 184 250	71 001 846		71 001 846	68 131 370

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3